**Bureau d'information
et de communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL D'ETAT

Rencontre entre les syndicats de la fonction publique et le Conseil d'Etat : ouverture d'un espace de dialogue

Une délégation du Conseil d'Etat a reçu ce jeudi 23 février les syndicats FSF-SSP Vaud-SUD pour un premier échange sur les questions liées aux conditions de travail, au sens large, dans les secteurs public et parapublic. Dans ce cadre, le gouvernement a formulé plusieurs propositions, dont celle d'une enveloppe financière destinée à l'amélioration des conditions de travail de la fonction publique et du secteur parapublic. Après des échanges constructifs, le Conseil d'Etat a invité les partenaires sociaux à poursuivre les discussions et les négociations.

La délégation du Conseil d'Etat a entendu les revendications des syndicats et a rappelé le contexte particulier dans lequel le gouvernement a dû élaborer le dispositif global présenté en décembre 2022.

Le Conseil d'Etat a réaffirmé qu'il n'entendait pas revenir sur l'indexation 2023. Cela étant, il s'est engagé à proposer une enveloppe financière destinée à l'amélioration des conditions de travail et à assurer la délivrance de prestations de qualité notamment dans plusieurs secteurs public et parapublic (la santé, le social, la sécurité et l'école). Cette enveloppe financière pourrait également comprendre des mesures de compensations salariales. L'ensemble fera l'objet de discussions entre le Conseil d'Etat et les syndicats dès la fin du mois de mars.

Dans ce même esprit de dialogue, il a par ailleurs proposé l'ouverture de discussions et de négociations sur des thématiques d'importance comme la lutte contre le harcèlement, l'égalité salariale et la prévention des risques psychosociaux.

Avec ce processus de discussions, le gouvernement souhaite pouvoir œuvrer de concert avec les partenaires sociaux, à l'amélioration des conditions de travail au sein des secteurs public et parapublic. Attaché au partenariat social, le Conseil d'Etat salue la qualité des échanges et exprime sa satisfaction du dialogue initié avec les syndicats.

Bureau d'information et de communication de l'État de Vaud

Lausanne, le 23 février 2023

RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT

DFTS, Christelle Luisier Brodard, présidente du Conseil d'Etat
DCIRH, Nuria Gorrite, conseillère d'Etat, via Charles Super, délégué départemental à la communication, charles.super(at)vd.ch
DADN, Valérie Dittli, conseillère d'Etat
DEF, Frédéric Borloz, conseiller d'Etat